

Les candidats à ces promotions par avancement de grade ou par mutation doivent se trouver dans une position administrative où ils peuvent faire valoir leurs titres à la promotion ou à la mutation. En outre, ils doivent avoir obtenu pour leur évaluation, au moins la mention finale « bon ».

La description de fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées sur le site intranet de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (www.afsca.be/intranet/).

Vous pouvez poser votre candidature par lettre recommandée à l'attention de M. l'Administrateur délégué, Boulevard Simon Bolivar 30, 1000 Bruxelles.

Votre lettre de sollicitation devra être accompagnée d'un *curriculum vitae*.

De kandidaten voor deze bevorderingen door verhoging in graad of mutatie moeten zich bevinden in een administratieve stand waarin zij hun aanspraken op een bevordering of mutatie kunnen doen gelden. Zij moeten bovendien bij de evaluatie tenminste de eindvermelding « goed » hebben bekomen.

De gedetailleerde functiebeschrijving en selectieprocedure zijn weer gegeven op de intranetsite van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (www.favv.be/intranet/).

Solliciteren kan per aangetekende brief aan de heer Gedelegeerd Bestuurder, Simon Bolivarlaan 30, te 1000 Brussel.

Uw sollicitatiebrief moet vergezeld gaan van een *curriculum vitae*.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[2003/31069]

16 JANVIER 2003. — Circulaire Clôture des comptes annuels de l'exercice 2002

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins de la Région de Bruxelles-Capitale,
Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,
Mesdames et Messieurs les Echevins,

La présente circulaire a pour objet la clôture et l'élaboration des comptes communaux pour l'exercice 2002.

L'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale détermine les règles de la clôture et de l'établissement des comptes annuels (articles 72 à 79).

Depuis 1994, des règles spécifiques à la Région de Bruxelles-Capitale ont été introduites par voie de circulaires complémentaires aux règles générales de l'arrêté royal déjà cité.

De plus, il y a lieu de tenir compte des éléments qui suivent :

A. Compte budgétaire

A. 1. Droits constatés, engagements et imputations

La constatation des droits peut être poursuivie jusqu'au 15 février 2003 pour autant qu'elle soit justifiée par un document établi en bonne et due forme et se référant exclusivement à l'exercice 2002. En ce qui concerne les taxes additionnelles, notamment au précompte immobilier, les communes sont autorisées à constater les droits sur base des perceptions qui interviendront jusqu'au 28 février 2003.

Il est rappelé qu'une prudence extrême doit prévaloir quant aux montants des droits à recette à enregistrer, et ce afin d'éviter au maximum les mises en non-valeur ultérieures.

Par ailleurs, en application de l'article 73 du R.G.C.C. tout sera mis en œuvre pour permettre l'imputation de toutes les factures et de tous les décomptes afférents à l'exercice 2002.

Il convient en outre d'examiner la pertinence du maintien de crédits engagés et reportés, et ce, parfois, depuis plusieurs exercices.

De même, il y a lieu d'opérer un « nettoyage » des créances non-recouvrées et de passer les non-valeurs adéquates.

En ce qui concerne les inscriptions budgétaires et comptables en faveur de la police locale et des zones de police, il convient de ne reporter que les dépenses réellement à charge des communes.

En ce qui concerne les dotations communales en faveur des zones de police, chaque commune veillera à respecter strictement le principe de l'annalité de cette dépense.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[2003/31069]

16 JANUARI 2003. — Omzendbrief Afsluiting jaarrekeningen dienstjaar 2002

Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Dames en Heren Burgemeesters,
Dames en Heren Schepenen,

Deze omzendbrief beoogt de afsluiting en de vaststelling van de gemeenterekeningen voor het dienstjaar 2002.

Het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit bepaalt de regels voor de afsluiting en de vaststelling van de jaarrekeningen (artikelen 72 tot 79).

Sint 1994 werden bijzondere regels voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingevoerd via omzendbrieven ter aanvulling van de algemene regels van het voornoemde koninklijk besluit.

Bovendien moet rekening worden gehouden met de onderstaande gegevens :

A. Begrotingsrekening

A. 1. Vastgestelde rechten, vastleggingen en aanrekeningen

De vaststelling van de rechten kan worden voortgezet tot 15 februari 2002 voor zover ze verantwoord is door een behoorlijk opgemaakt document en uitsluitend verwijst naar het dienstjaar 2002. Wat betreft de aanvullende belastingen, meer bepaald op de onroerende voorheffing, mogen de gemeenten de rechten vaststellen op basis van inningen die plaatsvinden tot 28 februari 2003.

Er wordt aan herinnerd dat uitzonderlijke voorzichtigheid geboden is met betrekking tot de bedragen van de te boeken invorderingsrechten, om zo veel mogelijk onverhaalbare posten achteraf te vermijden.

Bovendien wordt, in toepassing van artikel 73 van het A.R.G.C., alles in het werk gesteld om de boeking mogelijk te maken van alle facturen en alle afrekeningen betreffende het dienstjaar 2001.

Verder is het wenselijk na te gaan of het behoud van vastgelegde en overgedragen kredieten - en dit soms gedurende verscheidene jaren - gegronnd is.

Ook is het gepast een « schoonmaak » door te voeren in de niet-geïnde schuldvorderingen en de juiste onwaardigheden te boeken.

Met betrekking tot de budgettaire en boekhoudkundige verrichtingen ten gunste van de plaatselijke politie en de politiezones, mogen enkel de uitgaven die werkelijk ten laste van de gemeente zijn, worden ingeschreven.

Wat betreft de gemeentelijke dotaties aan de politiezones, dient elke gemeente erop toe te zien dat het annaliteitsprincipe voor deze uitgave strikt nageleefd wordt.

A. 2. Modifications budgétaires après l'établissement du formulaire T

Les insuffisances de crédits constatées après l'arrêt définitif du formulaire T3 feront l'objet de modifications budgétaires votées par le conseil communal. Ces modifications reprendront obligatoirement tous les mouvements opérés durant l'exercice entre les articles budgétaires portant les mêmes codes fonctionnels et économiques, chacun de ceux-ci étant limité aux trois premiers chiffres; elles prendront valeur au 31 décembre 2002 et emporteront dès lors leur intégration au compte budgétaire 2002 dès leur vote par le conseil communal.

Ces modifications budgétaires porteront exclusivement sur des dépenses du service ordinaire et seront prises conformément aux articles 10, 16 et 73 du R.G.C.C.

Ces dépenses ne peuvent pas porter d'engagements nouveaux. Il sera toutefois tenu compte de situations spécifiques telles que la comptabilisation de charges non décaissées, les dotations aux réserves via des prélèvements et l'inscription des non-valeurs.

Dans l'hypothèse où des adaptations budgétaires devraient être apportées au service extraordinaire, elles constitueront toujours l'exception et seront dûment justifiées par un rapport détaillé établi par la commission prévue à l'article 12 du R.G.C.C.

A. 3. Le résultat des exercices

Conformément à l'article 75 du R.G.C.C., le boni comptable sera constaté ou le mali comptable sera engagé et imputé à concurrence du résultat comptable au 31 décembre 2002.

B. Bilan, compte de résultats et annexe

B. 1. Conformément à l'article 21 du R.G.C.C., les réévaluations sur les constructions seront opérées suivant l'indice ABEX 540 du mois d'avril 2002.

B. 2. L'évaluation des terrains ayant été faite de manière forfaitaire et uniforme au bilan de départ conformément à la circulaire du 14 juillet 1994, leur réévaluation au compte 2002 sera basée sur le coefficient légal d'indexation automatique des revenus cadastraux, soit 2,47 % obtenu par le rapport du coefficient 2002 (1,3175) sur le coefficient 2000 (1,2857) tels que publiés au *Moniteur belge* des 20 mars 2001 et 19 mars 2002.

B. 3. Outre les documents comptables usuels (bilan, compte de résultats), il convient de communiquer les balances des comptes généraux et particuliers, l'annexe légale (circulaire du 10 septembre 1998 relative à la présentation et au contenu des comptes annuels des communes), ainsi que le rapport d'analyse budgétaire et comptable. Un nouvel outil de contrôle et de confection des comptes est mis à la disposition des communes; il fera l'objet d'un courrier spécifique adressé dans les prochains jours. De plus, il convient de tenir à la disposition des délégués de l'Administration des Pouvoirs locaux les documents comptables prévus en exécution de l'article 44 du R.G.C.C. et fixés par l'arrêté ministériel du 23 septembre 1991 (*Moniteur belge* du 21 octobre 1991).

B. 4. Travaux en cours

Les services veilleront à la clôture comptable des chantiers qui sont terminés. En effet, l'examen des comptes annuels révèle parfois que le total de la rubrique « II.H. Immobilisations en cours d'exécution » du bilan augmente chaque année. Un suivi rigoureux s'impose afin que le bilan reflète l'image fidèle du patrimoine communal. En effet, tant que ces comptes ne sont pas clôturés comptablement, les amortissements et/ou les réévaluations ne sont pas enregistrés.

B. 5. Comptes de régularisation et d'attente

A la clôture définitive de l'exercice, les comptes de régularisation et d'attente du bilan (comptes 49) ne peuvent mentionner que les sommes qui y trouvent leur place. En d'autres termes, un nettoyage de ces comptes s'impose avant l'arrêt des comptes, et leur solde sera dûment justifié au moyen d'un tableau détaillé pour chacun des comptes généraux qui composent les totaux inscrits aux rubriques X et X' du bilan.

A. 2. Begrotingswijzigingen na opmaak van het formulier T

De krediettekorten vastgesteld na de definitieve opmaak van het formulier T3 zullen het voorwerp uitmaken van begrotingswijzigingen goedgekeurd door de gemeenteraad. Deze wijzigingen moeten alle verrichtingen betreffen die tijdens het dienstjaar zijn uitgevoerd tussen de begrotingsartikels met dezelfde functionele en economisch codes, waarbij elke code wordt beperkt tot de eerste drie cijfers. Ze worden van kracht op 31 december 2002 en zullen bijgevolg worden geïntegreerd in de begrotingsrekening 2002 na de goedkeuring ervan door de gemeenteraad.

Deze begrotingswijzigingen behelzen uitsluitend de uitgaven van de gewone dienst en geschieden overeenkomstig de artikelen 10, 16 en 73 van het A.R.G.C.

Deze uitgaven mogen geen nieuwe vastleggingen inhouden. Er wordt echter wel rekening gehouden met bijzondere situaties zoals de boeking van niet-uitbetaalde lasten, de dotaties aan de reserves via overboekingen en de inschrijving van de onwaarden.

In de veronderstelling dat de begrotingswijzigingen worden aangebracht aan de buitengewone dienst, vormen deze altijd de uitzondering en worden ze behoorlijk verantwoord aan de hand van een gedetailleerd verslag opgesteld door de commissie bepaald in artikel 12 van het A.R.G.C.

A. 3. Resultaat van de dienstjaren

Overeenkomstig artikel 75 van het A.R.G.C., wordt het boekhoudkundig batig saldo vastgesteld of wordt het boekhoudkundig tekort vastgelegd en geboekt ten bedrage van het boekhoudkundig resultaat op 31 december 2002.

B. Balans, resultatenrekening en bijlage

B. 1. Overeenkomstig het artikel 21 van het A.R.G.C., gebeuren de herwaarderings op gebouwen volgens de ABEX 540-index van de maand april 2002.

B. 2. Aangezien de terreinen, overeenkomstig de omzendbrief van 14 juli 1994, op forfaitaire wijze en identiek aan de beginbalans gewaardeerd werden, zal voor hun herwaardering op de rekening 2002 uitgegaan worden van de wettelijke coëfficiënt van automatische indexering van de kadastrale inkomens, zijnde 2,47 %, verkregen door de verhouding tussen de coëfficiënt 2002 (1,3175) en de coëfficiënt 2000 (1,2857) zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 2001 en 19 maart 2002.

B. 3. Behoudens de gebruikelijke boekhoudkundige documenten (balans, resultatenrekening), dienen de balansen van de algemene en de bijzondere rekeningen worden medegedeeld, evenals de wettelijke bijlage (omzendbrief van 10 september 1998 betreffende de voorstelling en de inhoud van de gemeentelijke jaarrekeningen) en het analyseverslag van de begroting en de boekhouding. Een nieuw instrument voor de controle en de opmaak van de rekeningen wordt ter beschikking gesteld van de gemeenten. De gemeenten zullen hieromtrent een dezer dagen een specifieke brief ontvangen. Bovendien moeten de documenten bedoeld in artikel 44 van het A.R.G.C. en vastgesteld bij ministerieel besluit van 23 september 1991 (*Belgisch Staatsblad* van 21 oktober 1991) ter beschikking gehouden worden van de afgevaardigden van het Bestuur Plaatselijke Besturen.

B. 4. Werken in uitvoering

De diensten zullen erop toezien dat de volttoide werken boekhoudkundig worden afgesloten. Soms blijkt immers uit de studie van de jaarrekeningen dat het totaal van de rubriek « II. H. Vaste activa in uitvoering » van de balans jaarlijks toeneemt. Er is dan ook een nauwgezette follow-up nodig opdat de balans een exact beeld weergeeft van het gemeentelijk erfgoed. Zolang deze rekeningen niet boekhoudkundig zijn afgesloten, zijn de afschrijvingen en/of de herzieningen immers niet geregistreerd.

B. 5. Regularisatie- en wachtrekeningen

Bij de uiteindelijke afsluiting van het dienstjaar, mogen de regularisatie- en de wachtrekeningen van de balans (rekeningen 49) slechts melding maken van de bedragen die er thuishoren. Met andere woorden, deze rekeningen moeten worden gezuiverd vooraleer ze worden afgesloten en hun saldo dient behoorlijk verantwoord worden aan de hand van een gedetailleerde tabel voor elk van de algemene rekeningen die de totalen uitmaken ingeschreven in de rubrieken X en X' van de balans.

B. 6. Situation de la dette communale

Il est inutile de rappeler que la situation de la dette communale telle qu'elle apparaît au bilan doit impérativement constituer le reflet exact de la dette. S'il est admis que des différences peuvent exister au regard des documents transmis par les banques, ces différences doivent obligatoirement être expliquées au moyen d'un tableau Excel qui établira la concordance entre les soldes de la dette au bilan et ceux transmis par les organisme financiers.

B. 7. Livre journal

Pour rappel, le livre-journal des opérations budgétaires et générales doit être tenu au jour le jour de manière chronologique. Aucun retour en arrière n'est permis.

C. Transmission et support

La transmission du compte dans sa forme authentique, en cinq exemplaires et signé par les autorités communales compétentes, accompagné impérativement des annexes reprises sous B.3, reste toujours obligatoire. Eventuellement, ces annexes pourront être accompagnées d'une version sous forme électronique (fichiers Excel, par exemple).

Pour le surplus, il y a lieu de se référer aux circulaires précédentes relatives à la clôture comptable.

Veuillez agréer, Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre-Président,
F.-X. de DONNEA,
Ministre d'Etat

B. 6. Situatie van de gemeenteschuld

Het spreekt vanzelf dat de situatie van de gemeenteschuld zoals deze in de balans wordt voorgesteld, de exacte weergave moet zijn van de schuld. Hoewel wordt aanvaard dat er verschillen kunnen bestaan ten opzichte van de documenten die de bank bezorgt, moeten deze verschillen toegelicht worden aan de hand van een tabel in Excel die de overeenstemming zal verduidelijken tussen de saldi van de schuld op de balans en deze die de bankinstelling heeft bezorgd.

B. 7. Journaal

Er wordt aan herinnerd dat de budgettaire en algemene verrichtingen chronologisch en op dagbasis bijgehouden moeten worden in het journaal. Wijzigingen achteraf zijn niet toegestaan.

C. Overzending en informatiedrager

De overzending van de rekening in zijn authentieke vorm, in vijf exemplaren, ondertekend door de bevoegde gemeentelijke overheden en vergezeld van in B.3 vermelde bijlagen, blijft verplicht. Bij deze bijlagen mag eventueel een elektronische versie gevoegd worden (bijvoorbeeld Excel-bestanden).

Voor het overige wordt verwezen naar de vorige omzendbrieven betreffende de afsluiting van de boekhouding.

Met de meeste hoogachting,

De Minister-President,
F.-X. de DONNEA,
Minister van Staat

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2003/31064]

Administration de l'Aménagement
du Territoire et du Logement. — Approbation du dossier de base

Commune d'Auderghem

Plan particulier d'affectation du sol
n° 31/32A bis « Bassem- Souverain »

Le dossier de base du plan particulier d'affectation du sol « n° 31/32A bis Bassem-Souverain », de la commune d'Auderghem (délimité par la rue J. Bassem, l'avenue Hermann Debroux et le Boulevard du Souverain) comportant un plan de localisation, un plan de la situation existante de fait, un plan de la situation existante de droit, un schéma des affectations ainsi que des prescriptions et des documents littéraires relatifs à ce dossier de base est approuvé le 6 octobre 2002 en vertu de l'article 53ter, alinéa 2 de l'Ordonnance du 29 août 1991 Organique de la Planification et de l'Urbanisme.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2003/31064]

Bestuur voor Ruimtelijke
Ordering en Huisvesting. — Goedkeuring van het basisdossier

Gemeente Oudergem

Bijzonder bestemmingsplan
nr. 31/32A bis « Bassem-Vorst »

Het basisdossier van het bijzonder bestemmingsplan «nr. 31/32A bis Bassem-Vorst» van de gemeente Oudergem, (begrensd door de J. Bassemstraat, de Hermann Debrouxlaan, de Vorstlaan) omvattend een liggingsplan, een plan van de bestaande feitelijke toestand, een plan van de bestaande rechtstoestand, een bestemmingsplan evenals de voorschriften en de geschreven documenten betreffende dit basisdossier is goedgekeurd op 6 oktober 2002 krachtens artikel 53ter, lid 2 van de Ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende Organisatie van de Planning en de Stedenbouw.

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2003/31063]

Administration de l'Aménagement
du Territoire et du Logement. — Approbation du dossier de base

Commune d'Evere

Plan particulier d'affectation du sol
n° 730 « Artemis 2000 »

Le dossier de base du plan particulier d'affectation du sol « n° 730 Artemis » de la commune d'Evere (délimité par l'avenue des Anciens Combattants, l'avenue Henry Dunant, l'avenue du Cimetière de Bruxelles et l'avenue Franz Guillaume) comportant un plan de localisation, un plan de la situation existante de fait, un plan de la situation existante de droit, un schéma des affectations ainsi que des prescriptions et des documents littéraires relatifs à ce dossier de base est approuvé le 30 octobre 2002 en vertu de l'article 53ter, de l'Ordonnance du 29 août 1991 Organique de la Planification et de l'Urbanisme.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2003/31063]

Bestuur voor Ruimtelijke
Ordering en Huisvesting. — Goedkeuring van het basisdossier

Gemeente Evere

Bijzonder bestemmingsplan
nr. 730 « Artemis 2000 »

Het basisdossier van het bijzonder bestemmingsplan « nr. 730 Artemis » van de gemeente Evere, (begrensd door de Oudstrijderslaan, de Henry Dunantlaan, de Kerkhof van Brussellaan en de Franz Guillaumelaan) omvattend een liggingsplan, een plan van de bestaande feitelijke toestand, een plan van de bestaande rechtstoestand, een bestemmingsplan evenals de voorschriften en de geschreven documenten omvattend, werd goedgekeurd op 30 oktober 2002 krachtens artikel 53ter, van de Ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende Organisatie van de Planning en de Stedenbouw.